

Afin de tirer le plus d'avantages possibles de la compétence internationale existante, en dehors de celle des Canadiens, on a formé un Groupe consultatif international de 30 experts connus dans le monde entier. Ce Groupe, coprésidé par sir Brian Urquhart et par le professeur John Polanyi, lauréat du prix Nobel, est composé d'universitaires, d'éminents diplomates, de fonctionnaires, d'officiers, originaires de plus de 15 pays différents. Au début du mois prochain, nous serons les hôtes d'une conférence internationale, à laquelle participera le groupe et où nous creuserons davantage ces idées.

Nous nous réjouissons d'annoncer la conclusion de cette étude à la 50^e Assemblée générale de l'ONU, en septembre.

AMÉLIORER LE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS

Stocks de poissons chevauchants

Nous devons chercher des moyens d'améliorer l'efficacité des Nations Unies et de l'ensemble de ses institutions. Je voudrais souligner que les préoccupations du Canada au sujet des stocks de poissons chevauchants sont directement liées à cette question.

Aujourd'hui, 70 p. 100 des ressources halieutiques mondiales sont soit surexploitées, soit entièrement exploitées ou épuisées; la communauté internationale doit de toute urgence exercer une certaine forme de contrôle sur des pratiques de pêche trop souvent dévastatrices.

Vous êtes sans doute au courant de la confrontation qui a eu lieu récemment entre le Canada et l'Union européenne, et en particulier la flotte de pêche espagnole, à propos du flétan du Groenland, un stock chevauchant des Grands Bancs de Terre-Neuve. Les incidents qui ont entouré ce conflit sont regrettables, tout comme les effets des pratiques de pêche qui menacent la survie des derniers stocks commerciaux de la région.

Nous semblons être sur le point d'en arriver à un vaste consensus sur la nécessité de conserver les ressources menacées pour le bénéfice de l'humanité. Nous devons cependant voir à nous doter de moyens adéquats pour réagir en de telles circonstances par l'adoption de lois internationales. La Conférence des Nations Unies sur les stocks chevauchants et les grands migrateurs, qui reprend ses travaux le 27 mars, doit être saisie de l'urgence du problème. Elle doit en outre prévoir de nouvelles règles qui seront applicables et exécutoires. On ne peut exercer sa liberté en haute mer comme partout ailleurs sans également faire preuve de jugement et se soucier des droits d'autrui. Le Canada entend contribuer à un règlement rapide et satisfaisant du conflit, mais tous les participants doivent être prêts à faire de même.